



Département du Morbihan

**Maître d'ouvrage**  
**Mairie de NOYAL MUZILLAC**  
**Place de la Mairie**  
**56190 NOYAL MUZILLAC**



ACTUALISATION DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

RAPPORT DE PRESENTATION

FEVRIER 2016

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>CARACTERISTIQUES DE LA COMMUNE.....</b>	<b>7</b>
2.1	SITUATION GEOGRAPHIQUE .....	7
2.2	MILIEU NATUREL .....	7
2.2.1	Topographie et bassins versants.....	7
2.2.2	Géologie.....	8
2.2.3	Exploitation et alimentation en eau potable.....	8
2.2.4	Contraintes d'environnement .....	9
2.2.5	Cartographie des zones inondables et des zones humides.....	9
2.2.6	Le milieu récepteur.....	10
<b>3</b>	<b>SITUATION ACTUELLE .....</b>	<b>11</b>
3.1	Démographie et urbanisation.....	11
3.1.1	Population – habitat.....	11
3.1.2	Urbanisation .....	14
3.2	Situation de l'assainissement collectif .....	15
3.3	Situation de l'assainissement non collectif.....	17
<b>4</b>	<b>MISE A JOUR DU PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT .....</b>	<b>18</b>
4.1	SYNTHESE DE LA SITUATION ACTUELLE .....	18
4.2	DETERMINATION DU ZONAGE .....	18
4.3	RESEAU PLUVIAL .....	19
<b>5</b>	<b>AVERTISSEMENT .....</b>	<b>20</b>
5.1	Les usagers relevant de l'assainissement collectif .....	21
5.2	Les usagers relevant de l'assainissement non-collectif.....	22

Noyal Muzillac	Bureau d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport de présentation - FEVRIER 2016
Références : ZEU-2012-1194	1

<b>6</b>	<b>ANNEXE 1 : PRINCIPES GENERAUX DES INSTALLATIONS</b>	
	<b>D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.....</b>	<b>25</b>
<b>6.1</b>	<b>PRESCRIPTIONS COMMUNES .....</b>	<b>25</b>
6.1.1	Règles d'implantation des dispositifs de traitement .....	25
6.1.2	Exécution des travaux et mise en œuvre des dispositifs .....	25
<b>6.2</b>	<b>TRAITEMENT .....</b>	<b>27</b>
<b>7</b>	<b>ANNEXE 2 : PLAN DE DELIMITATION DU PPRI DU BASSIN</b>	
	<b>VERSANT DE SAINT ELOI .....</b>	<b>28</b>

Noyal Muzillac	Bureau d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport de présentation - FEVRIER 2016
Références : ZEU-2012-1194	2

---

# 1 INTRODUCTION

---

Une première étude de zonage a été réalisée lors de l'établissement du premier Plan Local d'Urbanisme. Cette étude permettait de définir les secteurs relevant de l'assainissement collectif et ceux restant en assainissement autonome.

Cette étude avait permis d'établir un plan de zonage d'assainissement. Ce document de délimitation des zones d'assainissement collectif est évolutif au même titre que les documents d'urbanisme. La collectivité procède à l'actualisation de ces documents d'urbanisme par l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme, il est donc nécessaire de modifier le plan de zonage d'assainissement compte tenu de la délimitation des nouvelles zones urbanisables.

Une nouvelle délibération devra donc être prise pour valider le nouveau périmètre collectif.

Ce nouveau dossier se compose de quatre chapitres :

- les données caractéristiques de la commune,
- une actualisation des données démographiques, une présentation des projets d'urbanisation et une synthèse de la situation de l'assainissement collectif et non collectif,
- le projet de plan de zonage qui sera accompagné de la délibération fixant le périmètre du nouveau zonage d'assainissement.

Noyal Muzillac	Bureau d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport de présentation - FEVRIER 2016
Références : ZEU-2012-1194	3



## CADRE JURIDIQUE

Les communes ont l'obligation de délimiter sur leur territoire les zones relevant de « l'assainissement collectif » et les zones relevant de « l'assainissement non collectif » ainsi que les zones dans lesquelles des mesures doivent être prises en raison de problèmes liés à l'écoulement ou à la pollution des eaux, en application de l'Article L 2224-10 du Code général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T).

### Article L. 2224-10 du C.G.C.T.

**Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :**

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

**2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien ;**

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Noyal Muzillac	Bureau d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport de présentation - FEVRIER 2016
Références : ZEU-2012-1194	4

Ces zones sont délimitées après Enquête Publique, selon les dispositions des Articles R 2224-6 et suivants du Code général des Collectivités Territoriales.

L'Enquête Publique préalable à la définition des zones d'assainissement est précisée par l'Article R 2224-8 Code général des Collectivités Territoriales.

« Art. R. 2224-8. - L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées à l'article L. 2224-10 est conduite par le Maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-1 à R. 123-27 du code de l'environnement

La procédure mise en œuvre pour l'Enquête Publique a été modifiée par le décret N°2011-2018 du 29 Décembre 2011 portant sur la réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement avec une entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> Juin 2012.

Le décret détermine la procédure ainsi que le déroulement de l'enquête publique prévue par le code de l'environnement.

A ce titre :

- il encadre la durée de l'enquête, dont le prolongement peut désormais être de trente jours ;
- il facilite le regroupement d'enquêtes en une enquête unique, en cas de pluralité de maîtres d'ouvrage ou de réglementations distinctes
- il fixe la composition du dossier d'enquête, lequel devra comporter, dans un souci de cohérence, un bilan du débat public ou de la concertation préalable si le projet, plan ou programme en a fait l'objet
- il précise les conditions d'organisation, les modalités de publicité de l'enquête ainsi que les moyens dont dispose le public pour formuler ses observations, en permettant, le cas échéant, le recours aux nouvelles technologies de l'information et de la communication
- il autorise la personne responsable du projet, plan ou programme à produire des observations sur les remarques formulées par le public durant l'enquête

Noyal Muzillac	Bureau d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport de présentation - FEVRIER 2016
Références : ZEU-2012-1194	5

- il facilite le règlement des situations nées de l'insuffisance ou du défaut de motivation des conclusions du commissaire enquêteur en permettant au président du tribunal administratif, saisi par l'autorité organisatrice de l'enquête ou de sa propre initiative, de demander des compléments au commissaire enquêteur ;
- il améliore la prise en considération des observations du public et des recommandations du commissaire enquêteur par de nouvelles procédures de suspension d'enquête ou d'enquête complémentaire ;
- il définit enfin les conditions d'indemnisation des commissaires enquêteurs et introduit, dans un souci de prévention du contentieux, un recours administratif préalable obligatoire à la contestation d'une ordonnance d'indemnisation d'un commissaire enquêteur.

Noyal Muzillac	Bureau d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport de présentation - FEVRIER 2016
Références : ZEU-2012-1194	6

---

## 2 CARACTERISTIQUES DE LA COMMUNE

---

### 2.1 SITUATION GEOGRAPHIQUE

La commune de Noyal Muzillac est située dans le département du Morbihan à 35 kilomètres au sud/est de Vannes. Le territoire communal, d'une superficie de 4889 hectares, est bordé par 7 communes. La commune de Noyal Muzillac est intégrée à Communauté de Communes Arc Sud Bretagne qui regroupe 11 autres communes.

### 2.2 MILIEU NATUREL

#### 2.2.1 Topographie et bassins versants

La commune présente une pente globale orientée Nord/Est- sud/Ouest. Le relief est constitué d'un plateau entaillé par plusieurs ruisseaux ce qui a pour effet d'avoir un relief relativement marqué au niveau des vallées de ces différents cours d'eau.

Le point haut se situe au nord de la commune au niveau du lieu dit « Louffaut » avec des altitudes autour de 89 mètres et les points bas se situent au niveau de la vallée du ruisseau de Saint Eloi avec des altitudes autour de 8 mètres.

Le territoire communal est drainé par :

- Le ruisseau du Moulin de Cadillac puis de Kervilly en limite communal Nord,
- Le ruisseau du Moulin Tohon puis de Saint Eloi avec ses affluents rive gauche : le ruisseau du Pont Pily et de Cussé devenant Pont Noyal. Cet ensemble draine les  $\frac{3}{4}$  du territoire de la commune.

Noyal Muzillac	Bureau d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport de présentation - FEVRIER 2016
Références : ZEU-2012-1194	7

### 2.2.2 Géologie

Le substratum géologique de la commune est constitué majoritairement :

- Au nord de gneiss à biotite, sillimanite; gneiss albitiques (métagreywackes).
- Au centre de Batholite de Questembert,
- Au sud de Granite de type La Roche Bernard,
- Le fond des vallées est recouvert par des alluvions modernes..

### 2.2.3 Exploitation et alimentation en eau potable

Il n'existe pas de captage assurant l'alimentation en eau potable sur la commune. La distribution de l'eau potable est assurée par deux structures :

- Eau du Morbihan assure l'alimentation en eau potable de 120 communes du Morbihan. Pour Noyal Muzillac, l'eau distribuée provient de la retenue de Pen-Mur avec 832 711 m<sup>3</sup> prélevés en 2014 pour une capacité totale de la retenue de 855 000 m<sup>3</sup>. Le nombre d'abonnés domestiques est de 11 248 pour un total à l'échelle d'Eau du Morbihan de 99 874. Le linéaire de canalisation de distribution est de 6925,624 kilomètres dont 380,930 kilomètres pour le secteur de Muzillac qui dessert Noyal Muzillac.
- SIAEP de Questembert assure l'alimentation de la partie nord de la commune de Noyal Muzillac. Cette structure constituée de 8 communes assure totalement ou partiellement l'alimentation en eau potable de 10 communes. Ce syndicat distribue 683 324 m<sup>3</sup> pour 9521 abonnés représentant 18 027 habitants. La consommation moyenne par abonné était en 2014 de 71 m<sup>3</sup>.

Noyal Muzillac	Bureau d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport de présentation - FEVRIER 2016
Références : ZEU-2012-1194	8

#### 2.2.4 Contraintes d'environnement

Le site internet de la DREAL Bretagne a recensé mesures de protection et d'inventaires sur cette commune

- Inventaire du patrimoine géologique national : Sans objet,
- Paysage : Sans objet,
- Protection réglementaire :
  - sites classés : Sans objet,
  - sites inscrits : Sans objet
- Protection au titre d'engagement international : Sans objet,
- NATURA 2000 : Sans objet,
- Inventaires
  - Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique de type 1 : Sans objet,
  - Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Floristique et Faunistique de type 2 : Vallées de Kervily et du Tohou référencées 530014739,
- Eaux et milieux aquatiques :
  - Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux : La Vilaine.

#### 2.2.5 Cartographie des zones inondables et des zones humides

Le territoire communal est concerné par un Plan de Prévention aux Risques d'Inondation (PPRI). Il s'agit du PPRI du bassin versant du Saint Eloi. Un arrêté préfectoral en date du 8 Avril 2011 précise les caractéristiques de ce risque d'inondation. Les plans de délimitation de ce PPRI sont présentés en Annexe 2.

L'inventaire des zones humides a été réalisé en Octobre 2014.

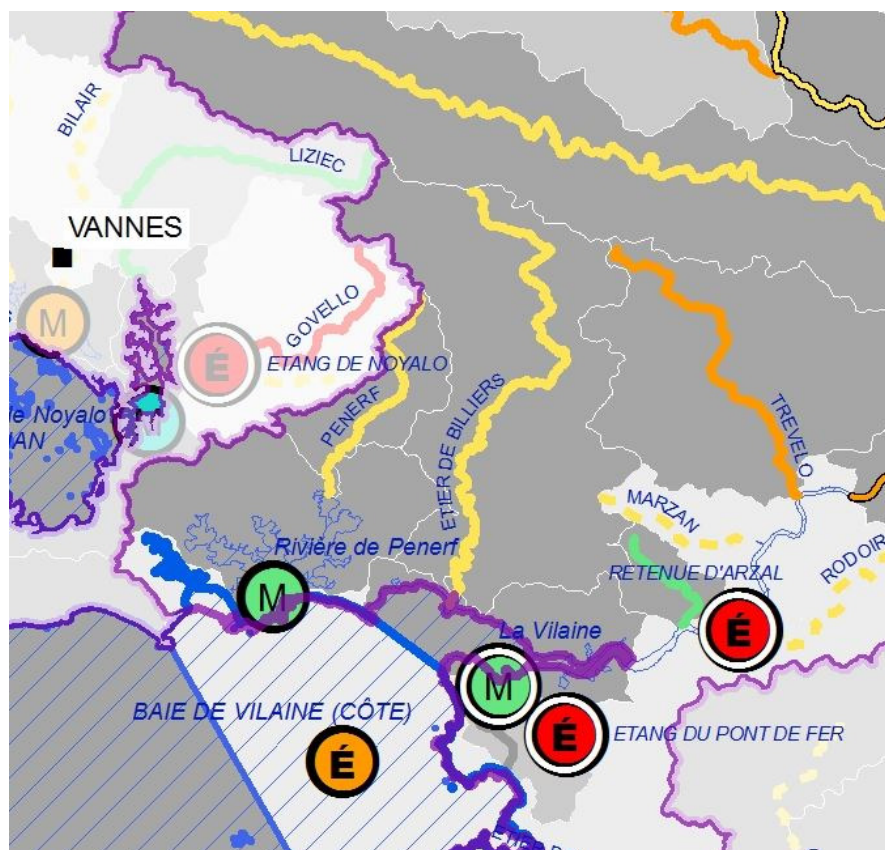
Noyal Muzillac	Bureau d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport de présentation - FEVRIER 2016
Références : ZEU-2012-1194	9

## 2.2.6 Le milieu récepteur

La commune est drainée par le ruisseau de Saint Eloi – Etier de Billiers dont la masse d'eau est référencée FRGR 0106. Son état écologique 2011 était Moyen (en jaune sur les cartes) avec un niveau de confiance élevé.

Cours d'eau					Niveau de confiance de l'état
Etat	Très bon	Bon	Moyen	Médiocre	
	Très bon	Bon	Moyen	Médiocre	Élevé
	Bon	Moyen	Médiocre	Mauvais	Moyen
	Moyen	Médiocre	Mauvais		Faible

Echéances des objectifs	
	2015
	2021
	2027
	objectif moins strict



Le SDAGE Loire Bretagne a fixé les objectifs suivants pour le ruisseau de Saint Eloi – Etier de Billiers :

- ▶ Objectif d'état écologique : Bon Etat pour 2015
- ▶ Objectif d'état chimique : Bon Etat pour 2015,
- ▶ Objectif d'état global : Bon Etat pour 2015.

Noyal Muzillac	Bureau d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport de présentation - FEVRIER 2016
Références : ZEU-2012-1194	10

---

## 3 SITUATION ACTUELLE

---

### 3.1 Démographie et urbanisation

#### 3.1.1 Population – habitat

Dans le cadre de l'étude de zonage, la démographie (et son évolution au cours du temps), est un facteur très important. Elle sert, en effet, de base à toute prospective de dimensionnement des ouvrages de collecte et de traitement des effluents.

Les résultats des derniers recensements I.N.S.E.E. du secteur d'étude figurent dans les tableaux suivants.

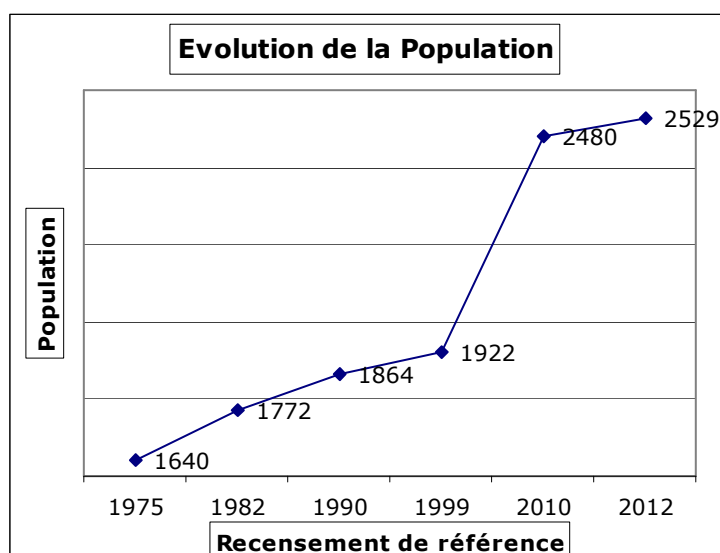
Recensements			Densité (en hab/km <sup>2</sup> ) en 2012	Variation de la population 1999-2010	Variation de la population 2010-2012
1999	2010	2012			
1922	2480	2529	51,7	558	49

La population est en forte hausse sur la période 1999/2010 de l'ordre de + 29 % soit 558 habitants de plus. La population au 1<sup>er</sup> Janvier 2015 était de 2576 habitants.

Population						
	1975	1982	1990	1999	2010	2012
PSDC	1640	1772	1864	1922	2480	2529

Noyal Muzillac	Bureau d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport de présentation - FEVRIER 2016
Références : ZEU-2012-1194	11

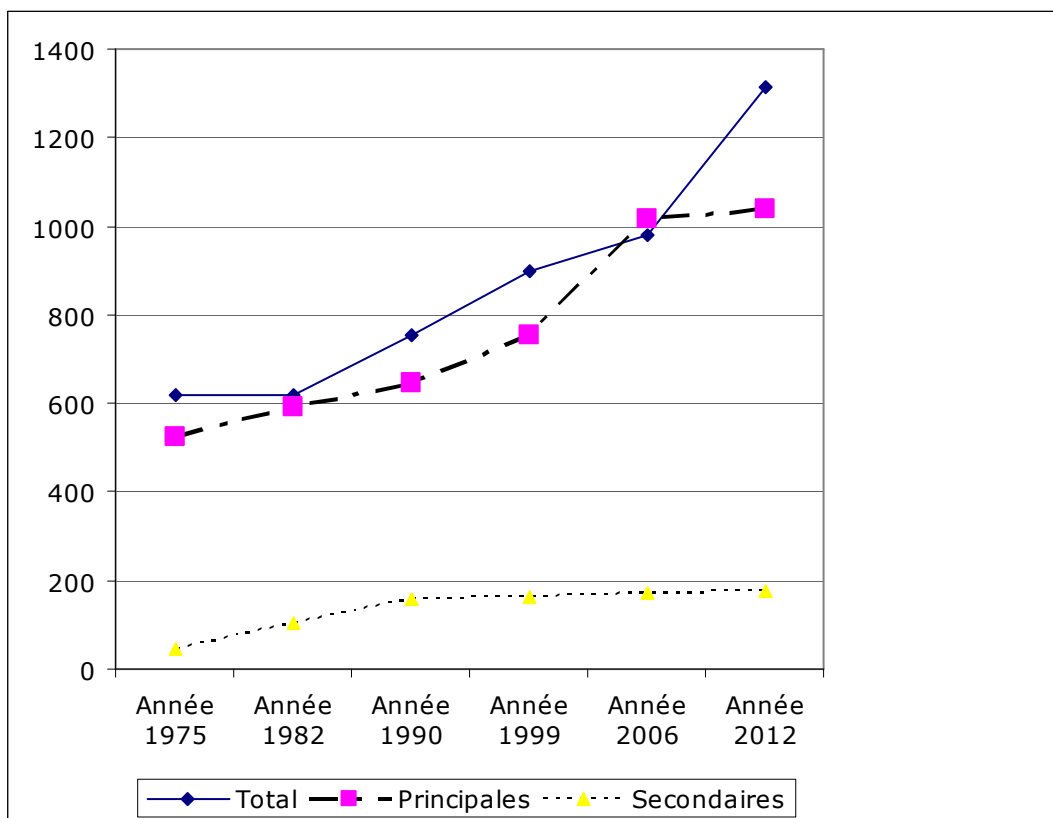




Pour l'évolution du parc des logements, le nombre des logements vacants et des résidences secondaires est pratiquement stable. L'accroissement du nombre de résidences principales correspond à l'évolution de la population.

<b>Evolution du nombre de logements</b>						
	1975	1982	1990	1999	2010	2012
Ensemble des logements	620	756	899	981	1290	1315
Résidences principales	522	590	644	753	1018	1038
Taux d'occupation	3,1	2,8	2,9	2,6	2,4	2,4
Résidences secondaires	46	104	159	164	173	176
Logements vacants	52	62	96	64	99	101

Noyal Muzillac	Bureau d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport de présentation - FEVRIER 2016
Références : ZEU-2012-1194	12



La densité de population était de 51,7 habitants par km<sup>2</sup> en 2012 alors que celle du département du Morbihan était de 107,3. Pour ce qui concerne le taux d'occupation, celui-ci diminue régulièrement, il est de 2,4 occupants par logement pour 2,22 en moyenne au niveau du départemental.

Noyal Muzillac	Bureau d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport de présentation - FEVRIER 2016
Références : ZEU-2012-1194	13

### 3.1.2 Urbanisation

La commune de Noyal Muzillac actualise son **Plan Local d'Urbanisme** qui datait de 2007.

Le projet de PLU envisage l'urbanisation suivante :

	Nom de secteur	Surface	Densité	Nombre de logements envisagés
	<b>Urbanisation à court terme</b>			
OAP 1	Le Champ de la Rue Haute 2	0,3	15-20	6
OAP 2	Le Champ de la Rue Haute	1,4		21 à 28
OAP 3	Le Champ Pasteur	2,1		31 à 42
OAP 4	Le Clos du Moulin	1,2		18 à 24
OAP 5	Le Clos du Stade	0,7		10 à 14
OAP 6	Le Chemin de Kerveno	0,6		9 à 12
	<b>TOTAL 1 AU</b>	<b>6,3</b>		<b>95-126</b>
	<b>Urbanisation à court terme</b>			
7	Le Clos du Stade 2	1,4	15-20	
8	Le Clos de Kerveno	1		
9	La Rue Jeune France	2,1		
10	Le secteur du Pont Tréland	0,5		
11	Le Chemin de Kerveno 2	2,1		
	<b>TOTAL 2 AU</b>	<b>7,1</b>		<b>105-145</b>
	<b>Urbanisation à destination des activités</b>			
12	Extension de la ZA des Buttes	1		
13	Secteur du Clos du Moulin	1,2		
	<b>TOTAL 2 AU Activités</b>	<b>2,2</b>		
	<b>TOTAL extension urbaine</b>			<b>200 - 270</b>

Noyal Muzillac	Bureau d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport de présentation - FEVRIER 2016
Références : ZEU-2012-1194	14



Un plan page suivante localise les zones urbanisables ainsi que le tracé du réseau d'assainissement actuel.

Le nombre moyen de permis de construire sur les cinq dernières années est en moyenne de 9 par an. Le tableau ci-dessous précise par an la répartition entre les permis de construire pour les habitations reliées au réseau collectif et celles restant en assainissement non collectif.

Année	Nombre de permis de construire	Habitations raccordées à l'assainissement collectif	Habitations en assainissement non collectif
2010	14	8	6
2011	8	6	2
2012	13	8	5
2013	2	2	0
2014	6	1	5
2015*	9	5	4
<b>Moyenne 2010/2015</b>	<b>9</b>	<b>5</b>	<b>4</b>

### 3.2 Situation de l'assainissement collectif

La commune dispose d'une station d'épuration de type « Boues activées » mise en service en 2011. La capacité nominale de l'ouvrage est de 2500 Equivalents Habitants, 150 Kg de DBO<sub>5</sub>/j et de 349 m<sup>3</sup> par jour. Le rejet s'effectue dans le ruisseau du Pont de Noyal. Une unité de déphosphatation complète la filière de traitement.

Le réseau est constitué d'un :

- D'un réseau gravitaire de 11347 ml,
- Deux postes de relevage,
- D'un réseau refoulé d'environ 983 ml,
- le nombre de branchements était en 2014 de 697,
- la charge organique moyenne en entrée de station pour l'année 2014 était de 48 Kg de DBO<sub>5</sub>/j soit 32 % de la capacité nominale,

Noyal Muzillac	Bureau d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport de présentation - FEVRIER 2016
Références : ZEU-2012-1194	15

- la charge hydraulique moyenne en entrée de station pour l'année 2014 était de 184 m<sup>3</sup> soit 53 % de la capacité nominale.

Une étude diagnostique de réseau a été réalisée en 2006 permettant de mettre en évidence la saturation de la station d'épuration par lagunage et les entrées d'eaux parasites dans le réseau.

Pour la surcharge de la station, une nouvelle unité de traitement a été réalisée et assure le traitement des effluents.

Les entrées d'eaux parasites ont été localisées en particulier sur le secteur de Plaisance et de la rue Jeune France qui représentaient 55 % des entrées d'eaux parasites. Pour les eaux parasites d'origine météorite, les surfaces actives déterminées à l'époque étaient faibles et ne nécessitaient pas de contrôles de branchement par test à la fumée et/ou au colorant.

Le dernier rapport du SATESE pour l'année 2014 précise la sensibilité du réseau aux eaux parasites et à la nécessité d'actualiser l'étude diagnostique de réseau. La collectivité a lancé la réalisation d'un diagnostic de réseau. Cette étude doit localiser et déterminer l'origine des dysfonctionnements du réseau et proposer un planning de travaux et d'actions pour réduire ou supprimer ces dysfonctionnements.

Les montants 2016 des redevances liées à l'assainissement collectif sont les suivants :

- Redevance au m<sup>3</sup> : 1,66 € HT,
- Abonnement : sans objet,
- Participation à l'Assainissement Collectif (PAC) :
  - Habitation neuve : 1300 €,
  - Habitation existante : 700 €,
  - Collectif de 1 à 3 logements : 950 €,
  - Collectif de 4 logements et plus : 750 €,
  - Construction liée à des activités : 1300 €.

Noyal Muzillac	Bureau d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport de présentation - FEVRIER 2016
Références : ZEU-2012-1194	16



### **3.3 Situation de l'assainissement non collectif**

Le **S**ervice **P**ublique d'**A**ssainissement **N**on **C**ollectif a été créé le 1<sup>er</sup> Janvier 2005 et est assuré depuis 2011 par la Communauté de Communes Arc Sud Bretagne.

Le diagnostic initial a été réalisé pour les 5112 installations dont 491 pour Noyal Muzillac.

En 2014, le SPANC a réalisé :

- 102 contrôles de conception dont 13 pour Noyal Muzillac,
- 91 contrôles d'exécution dont 7 pour Noyal Muzillac,
- 401 contrôles de bon fonctionnement dont 25 pour Noyal Muzillac.

Selon les données 2015 du SPANC, le nombre d'installations en assainissement non collectif serait de 510 dont 67 % (selon méthode de calcul de l'arrêté du 2/12/2013) serait conforme. Le nombre d'installation à réhabiliter serait de 340. Les contrôles de bon fonctionnement en cours de réalisation vont permettre d'actualiser cet état des lieux.

Les montants HT avec une TVA à 10 % des différentes redevances SPANC au 1<sup>er</sup> Janvier 2016 sont les suivantes :

- contrôle de bon fonctionnement : 20 € par an avec un contrôle tous les 4 ans,
- contrôle de conception : 71,50 €,
- contrôle de réalisation : 93,50 €,
- contrôle diagnostic pour les ventes : 121 €.

Noyal Muzillac	Bureau d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport de présentation - FEVRIER 2016
Références : ZEU-2012-1194	17

---

## 4 MISE A JOUR DU PLAN DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

---

### 4.1 SYNTHESE DE LA SITUATION ACTUELLE

La station d'épuration a une capacité nominale organique de 150 Kg de DBO<sub>5</sub>/j et elle présente une charge de 48 Kg soit 32 %. Il reste donc en théorie 102 Kg de DBO<sub>5</sub>/j soit 1700 Equivalents Habitants en prenant 60 g de Kg de DBO<sub>5</sub>/j/habitant. A raison de 2,4 habitants par logement (taux d'occupation actuel), il est possible de raccorder 708 logements. Le projet de PLU envisage à court et moyen terme une urbanisation comprise entre 200 et 270 logements. L'outil épuratoire en place est donc en capacité de traiter l'ensemble des eaux usées actuelles et futures.

Par ailleurs, la collectivité a engagé une étude diagnostique de réseau pour rechercher l'origine des eaux parasites captées par le réseau d'eaux usées et proposer des travaux de réhabilitation pour améliorer la collecte.

Compte tenu des orientations d'urbanisme retenues dans le projet de Plan Local d'Urbanisme et des possibilités de raccordement sur la station d'épuration existante, le plan de zonage d'assainissement des eaux usées évolue en intégrant l'ensemble des zones raccordées et raccordables du Bourg et de sa périphérie.

### 4.2 DETERMINATION DU ZONAGE

Compte tenu de cet état des lieux ; le conseil municipal a décidé de :

- zoner en assainissement collectif le territoire de la commune selon le plan annexé,
- zoner en assainissement non collectif le reste du territoire de la commune.

A l'issue de ce conseil, une délibération arrêtera ce choix et permettra de lancer l'enquête publique.

Noyal Muzillac	Bureau d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport de présentation - FEVRIER 2016
Références : ZEU-2012-1194	18





### **4.3 RESEAU PLUVIAL**

Compte tenu de la topographie de la commune et des projets d'urbanisation au niveau du bourg, il sera nécessaire de prendre toutes les dispositions nécessaires lors de la réalisation des travaux d'urbanisation pour capter et réguler l'écoulement des eaux pluviales sans porter préjudice aux secteurs situés en aval soit de manière globale soit à la parcelle.

Noyal Muzillac	Bureau d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport de présentation - FEVRIER 2016
Références : ZEU-2012-1194	19

---

## 5 AVERTISSEMENT

---

Les dispositions résultant de l'application du présent Plan de zonage ne sauraient être dérogatoires à celles découlant du Code de la Santé publique, ni à celles émanant du Code de l'Urbanisme ou du Code de la Construction et de l'Habitation.

En conséquence, il en résulte que :

- La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif, indépendamment de toute procédure de planification urbaine, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles.
- Qu'un classement en zone d'assainissement collectif ne peut avoir pour effet :
- Ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement,
- Ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions est antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement.
- Ni de constituer un droit, pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte. (Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions par les

Noyal Muzillac	Bureau d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport de présentation - FEVRIER 2016
Références : ZEU-2012-1194	20

bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L 332-6-1 du code de l'urbanisme.)

Les habitants de la commune se répartiront donc entre usagers de "l'assainissement collectif" et usagers de "l'assainissement non-collectif".

### **5.1 Les usagers relevant de l'assainissement collectif**

Ils ont obligation de raccordement et paiement de la redevance correspondant aux charges d'investissement et d'entretien des systèmes collectifs.

A leur égard, on pourra faire une distinction entre :

Le propriétaire résidant actuellement dans une propriété bâtie :

- Qui devra à l'arrivée du réseau, faire, à ses frais, son affaire de l'amenée de ses eaux usées à la connexion de branchement au droit du domaine public ainsi que prendre toutes les dispositions utiles à la mise hors d'état de nuire de sa fosse devenant inutilisée.

Et qui d'autre part sera redevable auprès de la commune :

- Participation à l'Assainissement Collectif (PFAC) fixé par une délibération du Conseil Municipal,
- De la redevance assainissement constituée d'une part fixe forfaitaire et d'une part variable en fonction du nombre de personnes par logement raccordé au réseau et dont le montant contribue au financement des charges du service d'assainissement, à savoir : les dépenses de fonctionnement, les

Noyal Muzillac	Bureau d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport de présentation - FEVRIER 2016
Références : ZEU-2012-1194	21

dépenses d'entretien, les intérêts de la dette pour l'établissement et l'entretien des installations ainsi que les dépenses d'amortissement de ces installations.

Le futur constructeur :

- Participation à l'Assainissement Collectif (PFAC) fixé par une délibération du Conseil Municipal qui peut être d'un montant différent que celle demandée pour une habitation existante mais qui ne peut excéder 80% du coût de fourniture et pose de l'installation d'assainissement non collectif qu'il aurait été amené à réaliser en l'absence de réseau collectif,
- De la redevance assainissement constituée d'une part fixe forfaitaire et d'une part variable en fonction du nombre de personnes par logement raccordé au réseau et dont le montant contribue au financement des charges du service d'assainissement, à savoir : les dépenses de fonctionnement, les dépenses d'entretien, les intérêts de la dette pour l'établissement et l'entretien des installations ainsi que les dépenses d'amortissement de ces installations.

## **5.2 Les usagers relevant de l'assainissement non-collectif**

Ils ont l'obligation de mettre en œuvre et d'entretenir les ouvrages (si la commune n'a pas décidé la prise en charge d'entretien) pour les systèmes non collectifs.

Parallèlement à l'instauration d'un zonage d'assainissement, la Loi sur l'Eau dans son article 35-§I et I §II fait obligation aux communes de contrôler les dispositifs d'assainissement non-collectif. La mise en place de ce contrôle technique communal devait être assurée au plus tard le 31.12.2005.

Noyal Muzillac	Bureau d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport de présentation - FEVRIER 2016
Références : ZEU-2012-1194	22

Les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent, et les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif. Elles peuvent prendre en charge les dépenses d'entretien des systèmes d'assainissement non collectif. L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat en fonction des caractéristiques des communes et notamment des populations totales, agglomérées et saisonnières.

Les dispositions relatives à l'application de cet article ont été précisées par arrêté du 7 Septembre 2009 fixant les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non-collectif.

Cette vérification se situe essentiellement à deux niveaux :

- Pour les installations neuves ou réhabilitées : vérification de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages.
- Pour les autres installations : au cours de visites périodiques, vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation, de leur accessibilité, du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration, de l'accumulation normale des boues dans la fosse toutes eaux ainsi que la vérification éventuelle des rejets dans le milieu hydraulique superficiel.

De plus, dans le cas le plus fréquent où la commune n'aurait pas pris en charge l'entretien des systèmes d'assainissement non-collectif, la vérification porte également sur la réalisation périodique des vidanges. Cette périodicité doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile (arrêté du 7 Septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale

Noyal Muzillac	Bureau d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport de présentation - FEVRIER 2016
Références : ZEU-2012-1194	23

à 1,2 kg/j de DBO5 – article 15) et, si la filière en comporte, sur l'entretien des dispositifs de dégraissage.

A la mise en place effective de ce contrôle, l'utilisateur d'un système non-collectif sera soumis au paiement de "redevances" qui trouveront leur contre-partie directe dans les prestations fournies par ce service technique.

La procédure, les éléments pris en compte et les documents à fournir lors de ce contrôle sont fixées par l'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Noyal Muzillac	Bureau d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport de présentation - FEVRIER 2016
Références : ZEU-2012-1194	24



---

## **6 ANNEXE 1 : PRINCIPES GENERAUX DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

---

### **6.1 PRESCRIPTIONS COMMUNES**

#### **6.1.1 Règles d'implantation des dispositifs de traitement**

L'emplacement du dispositif de traitement doit être situé hors zones destinées à la circulation et au stationnement de tout véhicule (engin agricole, camion, voiture,...), hors cultures, plantations et zones de stockage. Le revêtement superficiel du dispositif de traitement doit être perméable à l'air et à l'eau.

L'implantation du dispositif de traitement doit respecter une distance minimale de 35 m par rapport à un point de captage d'eau potable, d'environ 5m par rapport à l'habitation et de 3 m par rapport à toute limite séparative et de tout arbre développant un système racinaire développé. Ces distances peuvent être adaptées localement.

#### **6.1.2 Exécution des travaux et mise en œuvre des dispositifs**

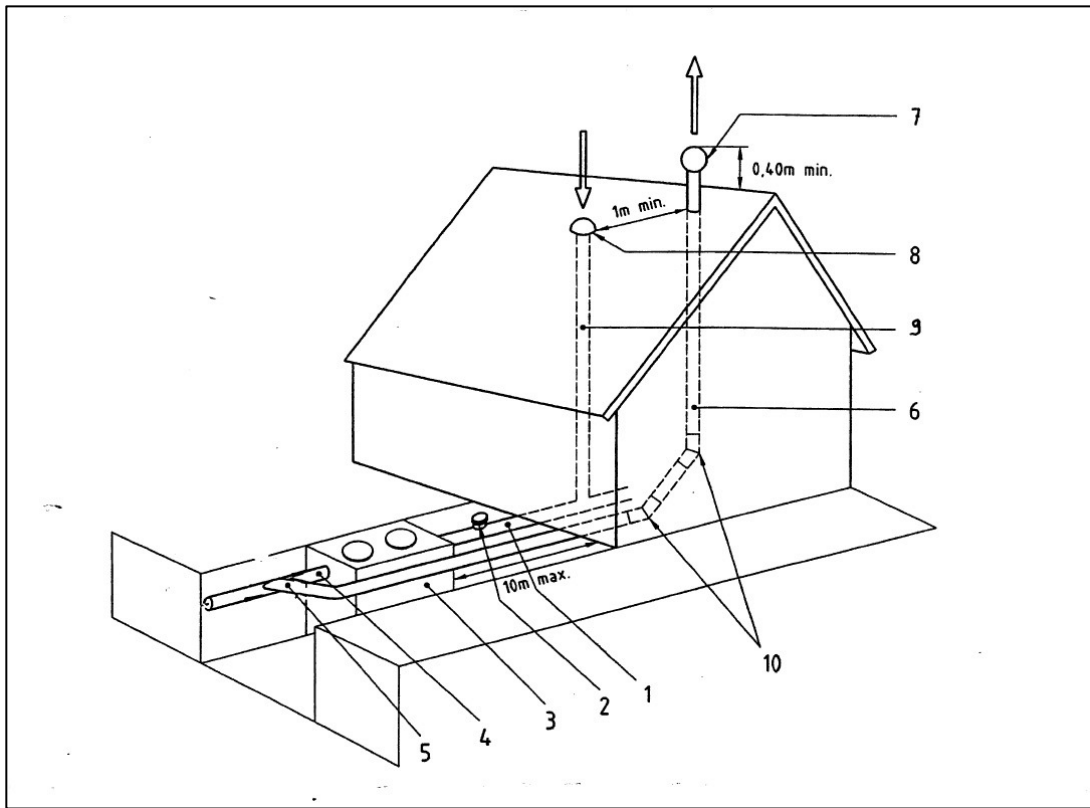
Les engins de terrassement ne doivent pas circuler sur le dispositif de traitement à la fin des travaux. La terre végétale décapée doit faire l'objet d'un stockage sélectif afin d'être réutilisée en recouvrement des dispositifs de traitement. Les tampons de visite des équipements doivent être situés au niveau du sol, afin de permettre leur accessibilité. Les dispositifs de traitement sont destinés à épurer les eaux prétraitées dans la fosse toutes eaux et ne doivent en aucun cas recevoir d'autres eaux.

La mise en œuvre des canalisations de liaison en PVC entre les différents éléments de la filière doit respecter les prescriptions de la norme NF P 41-213.

Noyal Muzillac	Bureau d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport de présentation - FEVRIER 2016
Références : ZEU-2012-1194	25



## PRE-TRAITEMENT



### Légende :

Canalisation d'amenée (pente comprise entre 2 et 4 % )

Té de branchement ou d'inspection

Fosse septique

Canalisation d'écoulement (pente de 0,5% mini )

Piquage de ventilation réalisé par une culotte à 45° à positionner au dessus du fil d'eau

Tuyau d'extraction Ø 100 mm mini (passage possible à l'intérieur de la maison)

Extracteur statique ou éolien à positionner à 0,40 m au dessus du faîtage

Chapeau de ventilation primaire (entrée d'air )

Colonne de ventilation primaire raccordée à l'évacuation des eaux usées (WC, lavabo, baignoire ...)

Succession de 2 coudes à 45°

Noyal Muzillac	Bureau d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport de présentation - FEVRIER 2016
Références : ZEU-2012-1194	26

## 6.2 TRAITEMENT

Pour ce qui concerne les différentes filières de traitement, l'arrêté du 7 Septembre 2009 préconise toujours à l'heure actuelle les mêmes filières d'assainissement listées ci-dessous avec une priorité sur l'utilisation du sol pour le traitement et l'infiltration (tranchées d'épandage). Par contre, ce nouvel arrêté ouvre à l'utilisation de nouveaux procédés qui feront l'objet d'un contrôle de fonctionnement et de résultat selon le protocole fixé par cet arrêté. Lorsque ces filières auront répondu aux différentes exigences, une publication au Journal Officiel permettra leur préconisation au même titre que les filières habituellement préconisées.

L'arrêté du 7 septembre 2009 précise dans son article 17 les modalités de mise en place et d'entretien de toilettes sèches. Ce procédé se limite exclusivement aux eaux vannes. Pour les eaux grises, il sera nécessaire de préconiser une filière autorisée par l'arrêté.

Le Journal officiel du 25 avril 2012 a publié un arrêté qui modifie les prescriptions techniques applicables aux installations d'ANC, afin d'harmoniser l'édifice réglementaire mis en place par les trois arrêtés du 7 septembre 2009 avec les modifications introduites par la loi Grenelle 2.

**Depuis l'année 2010, un certain nombre de procédés et d'équipements de traitement des eaux usées destinés aux maisons individuelles est autorisé sur le marché après parution au Journal Officiel. Compte tenu de l'évolution constante des solutions proposées et des limites spécifiques à chaque produit en particulier le nombre d'équivalents habitants pris en compte ; nous ne fournissons pas de liste et de documents techniques de ces filières compactes. Par contre, il est possible d'en prendre connaissance auprès de votre Service Public d'Assainissement Collectif.**

Noyal Muzillac	Bureau d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport de présentation - FEVRIER 2016
Références : ZEU-2012-1194	27

---

## **7 ANNEXE 2 : PLAN DE DELIMITATION DU PPRI DU BASSIN VERSANT DE SAINT ELOI**

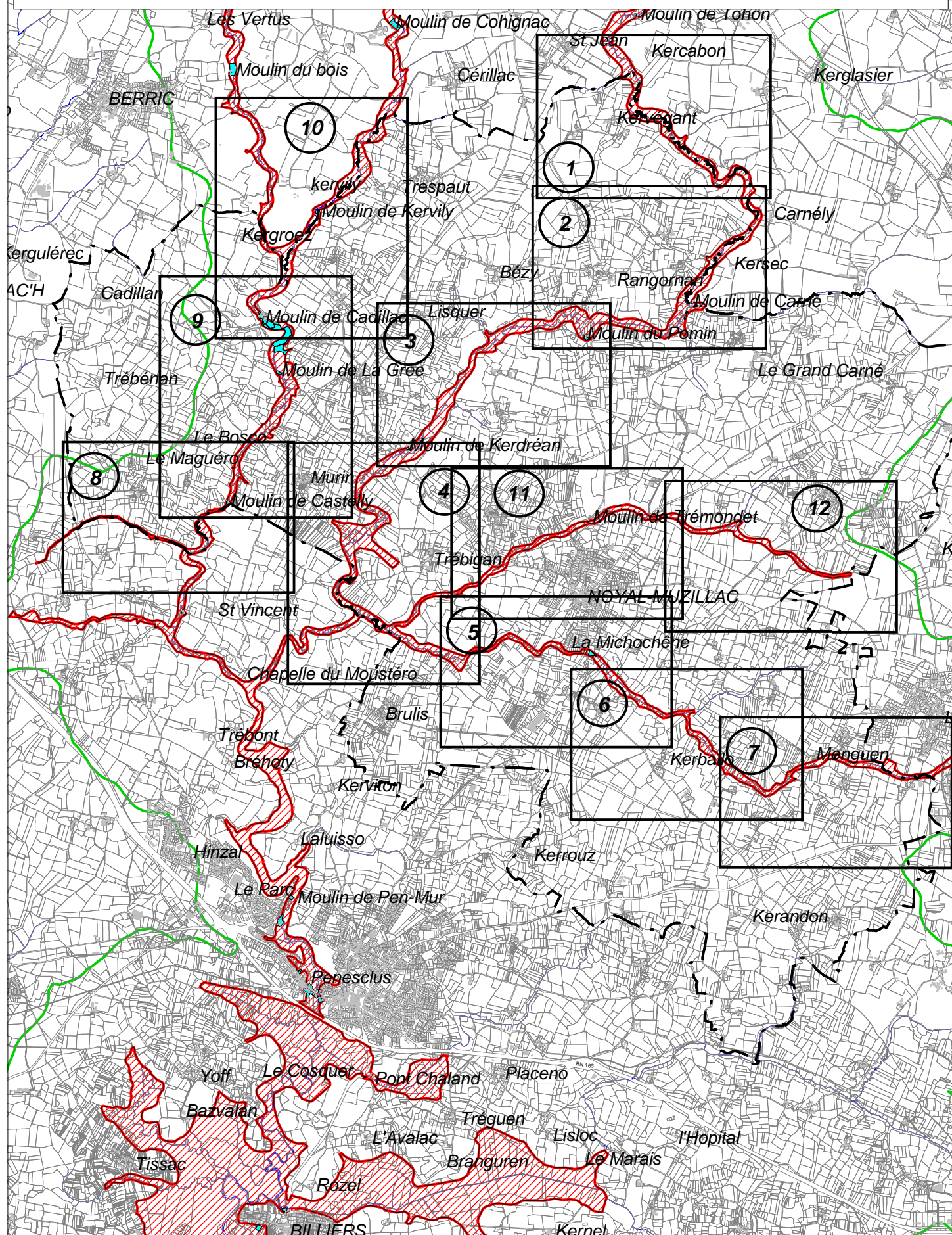
---

Noyal Muzillac	Bureau d'études EF Etudes
Zonage d'Assainissement des Eaux Usées	Rapport de présentation - FEVRIER 2016
Références : ZEU-2012-1194	28

**Extrait du PPRI du bassin versant du St-Eloi approuvé le 14 juin 2010**  
**Zonage réglementaire**  
**Tableau d'assemblage**  
**Commune de Noyal-Muzillac**  
**Echelle 1/10.000**



DDTM56 - RSR - Risques et Nuisances  
 Source Cadastre DGI - 2008  
 BD Carto  
 CETE de l' OUEST  
 Juillet 2010

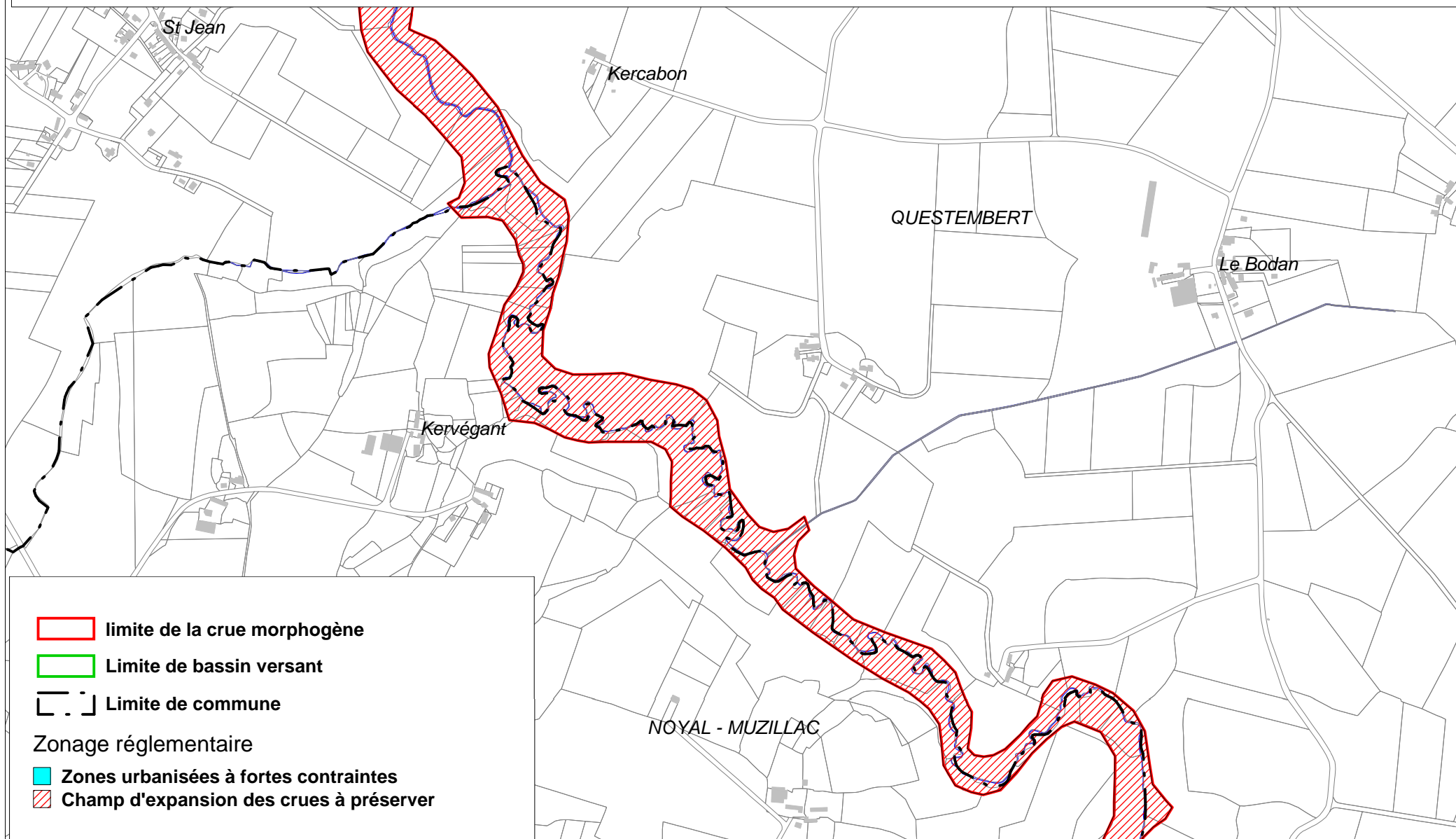




Extrait du PPRI du bassin versant du St-Eloi approuvé le 14 juin 2010  
Zonage réglementaire - planche 1 / 12  
Commune de Noyal-Muzillac  
Echelle 1/10.000



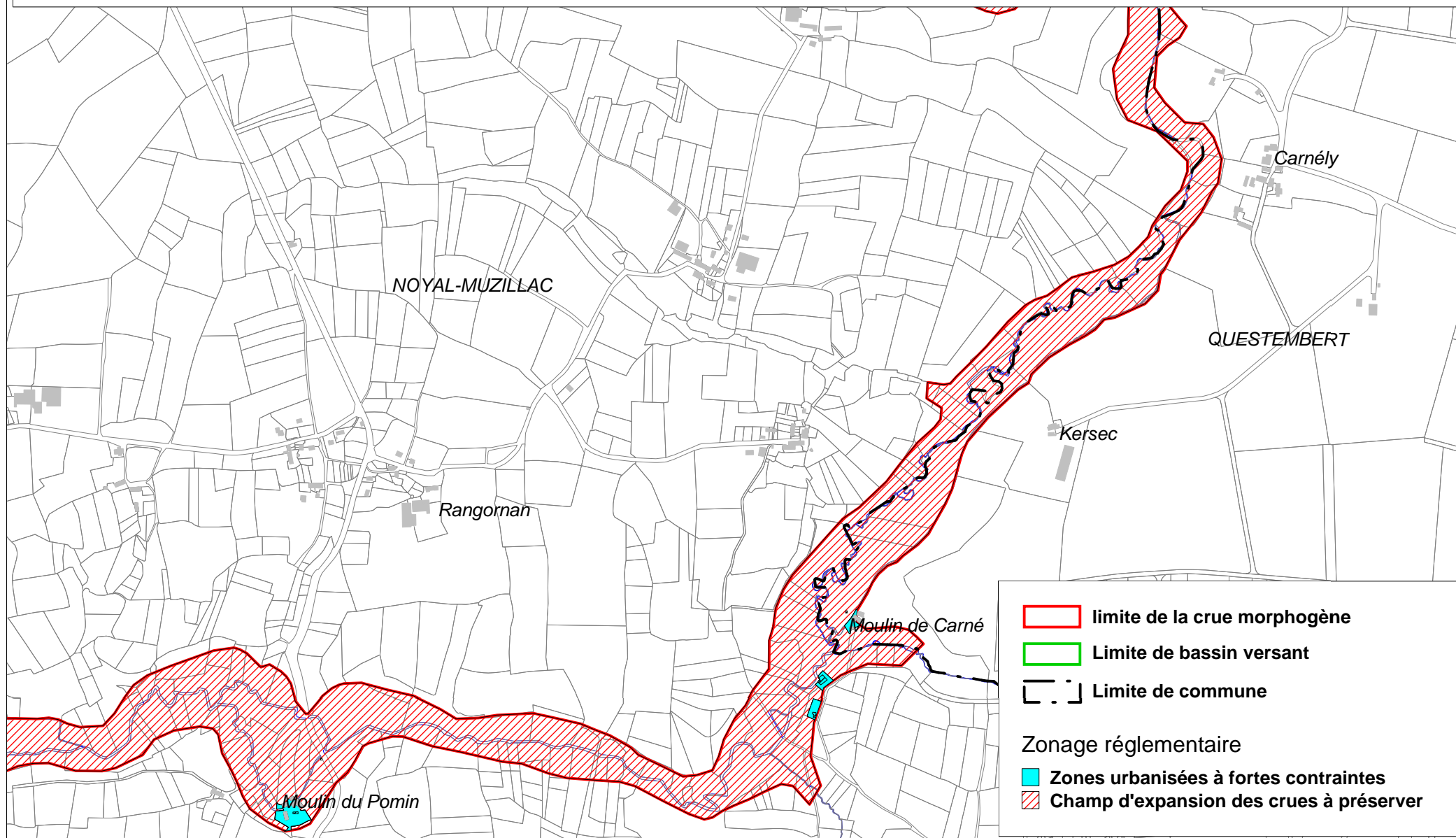
DDTM56 - RSR - Risques et Nuisances  
Source Cadastre DGI - 2008  
BD Cartho  
CETE de l' OUEST  
Juillet 2010



Extrait du PPRI du bassin versant du St-Eloi approuvé le 14 juin 2010  
Zonage réglementaire - planche 2 / 11  
Commune de Noyal-Muzillac  
Echelle 1/10.000



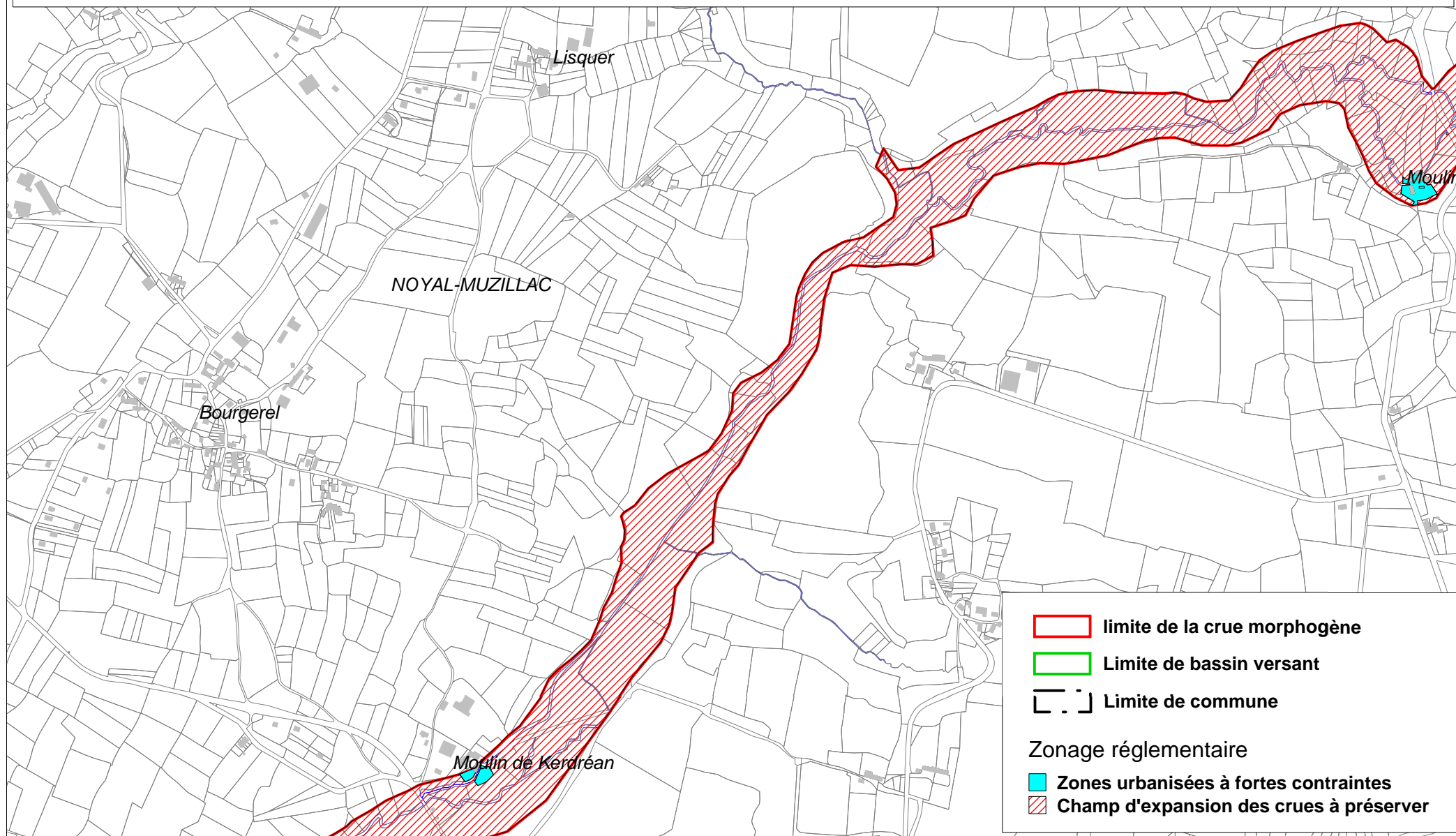
DDTM56 - RSR - Risques et Nuisances  
Source Cadastre DGI - 2008  
BD Carto  
CETE de l' OUEST  
Juillet 2010



Extrait du PPRI du bassin versant du St-Eloi approuvé le 14 juin 2010  
Zonage réglementaire - planche 3 / 11  
Commune de Noyal-Muzillac  
Echelle 1/10.000



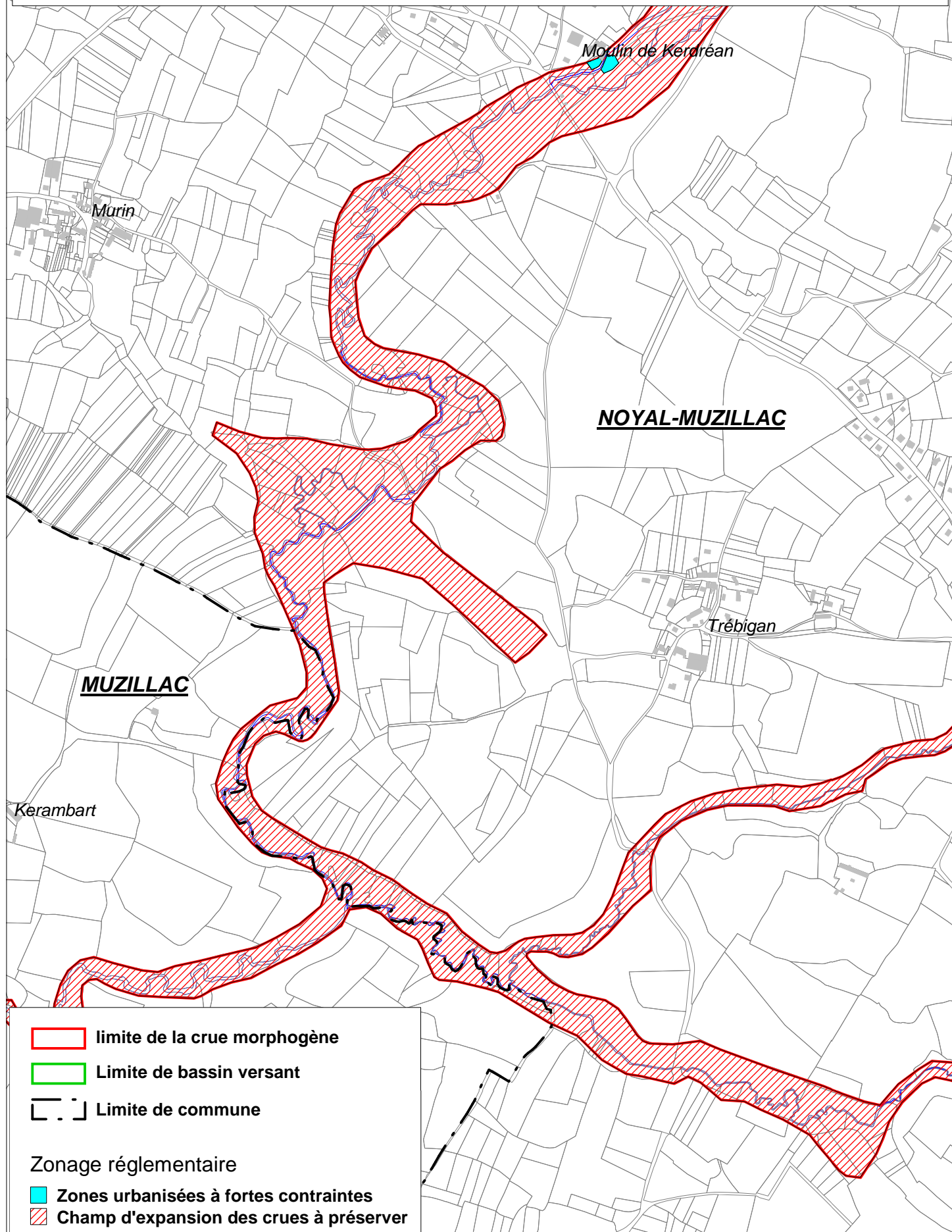
DDTM56 - RSR - Risques et Nuisances  
Source Cadastre DGI - 2008  
BD Cartho  
CETE de l' OUEST  
Juillet 2010



Extrait du PPRI du bassin versant du St-Eloi approuvé le 14 juin 2010  
Zonage réglementaire - planche 4 / 11  
Commune de Noyal-Muzillac  
Echelle 1/10.000



DDTM56 - RSR - Risques et Nuisances  
Source Cadastre DGI - 2008  
BD Cartho  
CETE de l'OUEST  
Juillet 2010

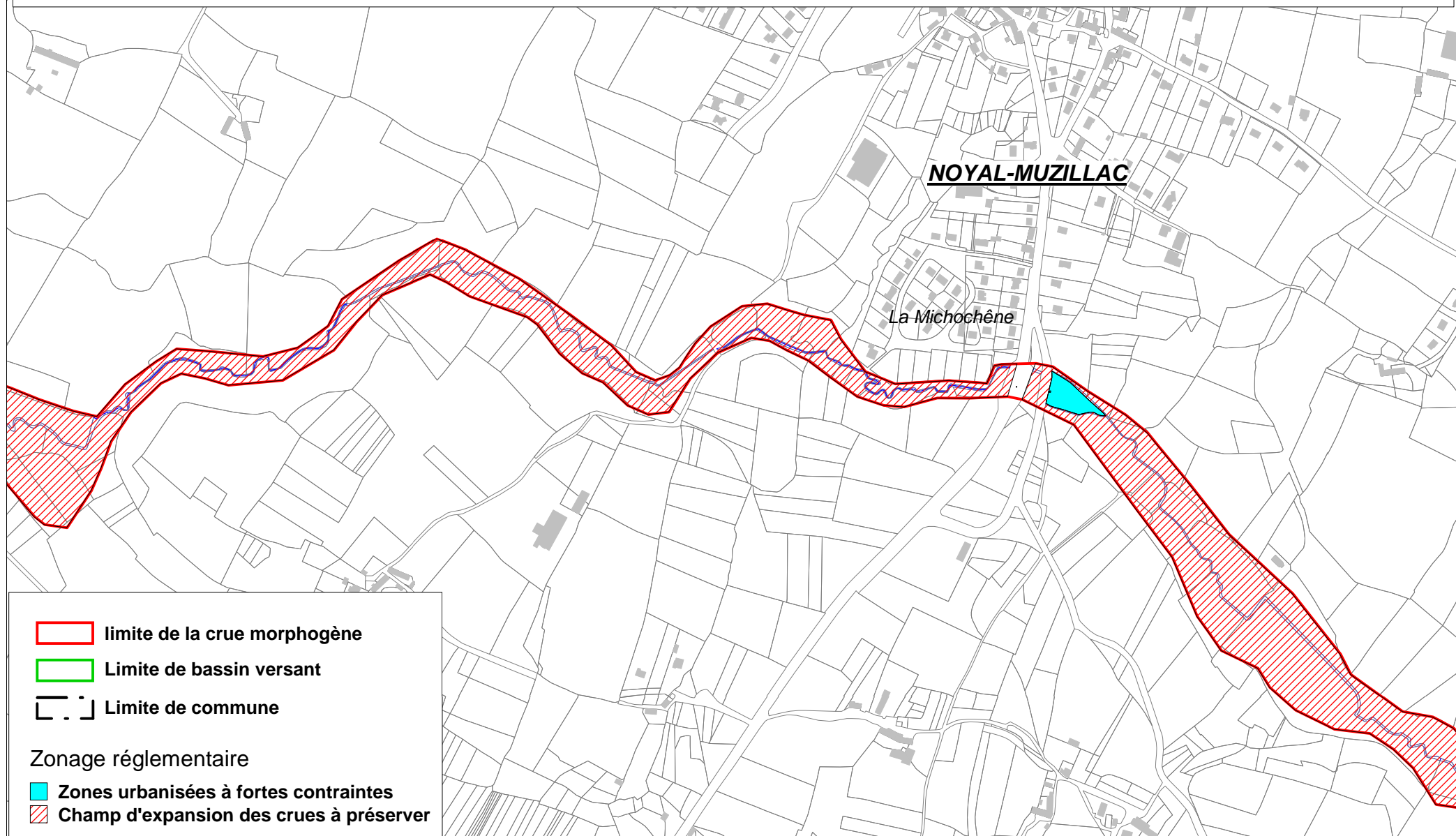




Extrait du PPRI du bassin versant du St-Eloi approuvé le 14 juin 2010  
Zonage réglementaire - planche 5 / 11  
Commune de Noyal-Muzillac  
Echelle 1/10.000



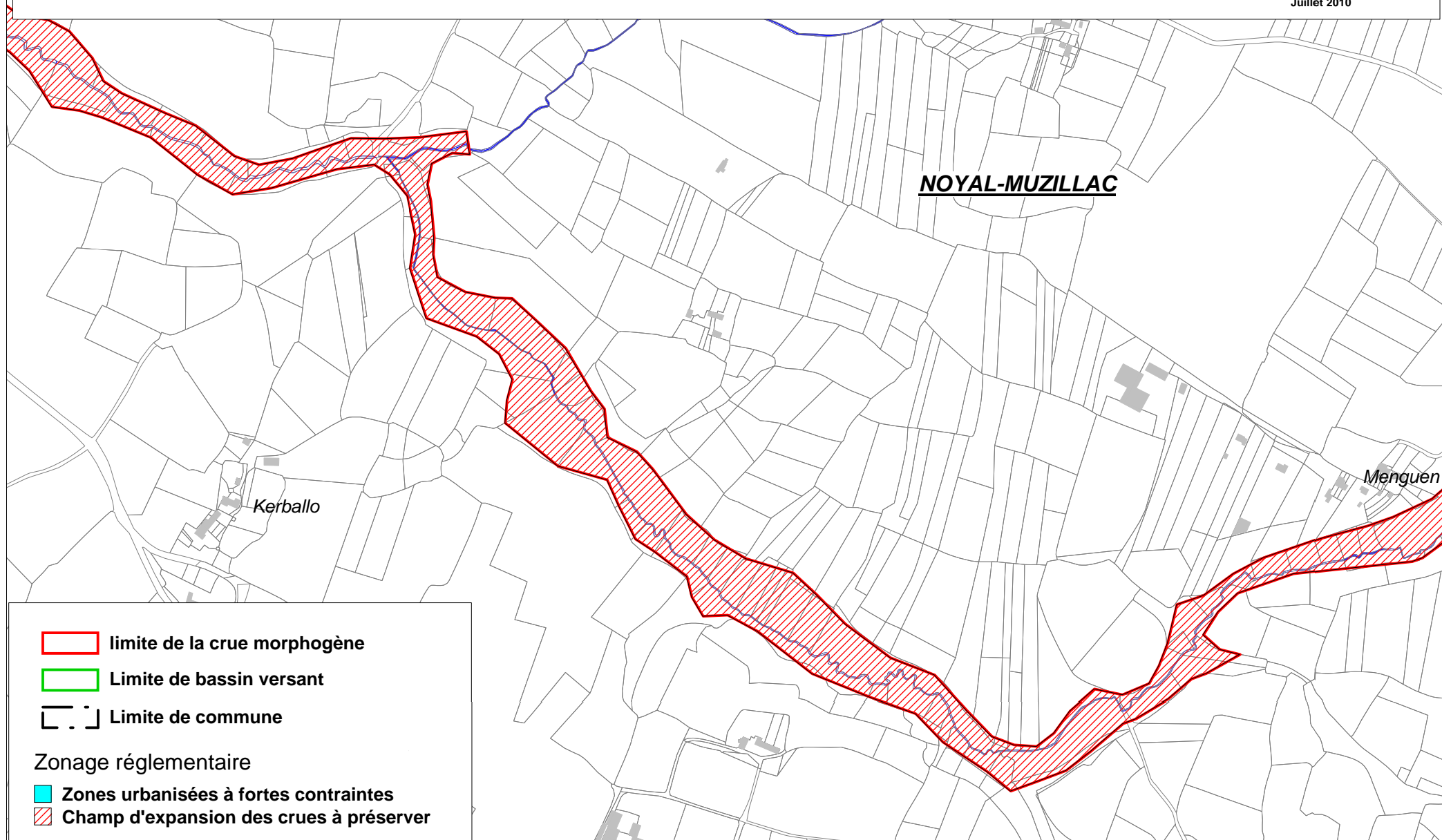
DDTM56 - RSR - Risques et Nuisances  
Source Cadastre DGI - 2008  
BD Cartho  
CETE de l' OUEST  
Juillet 2010

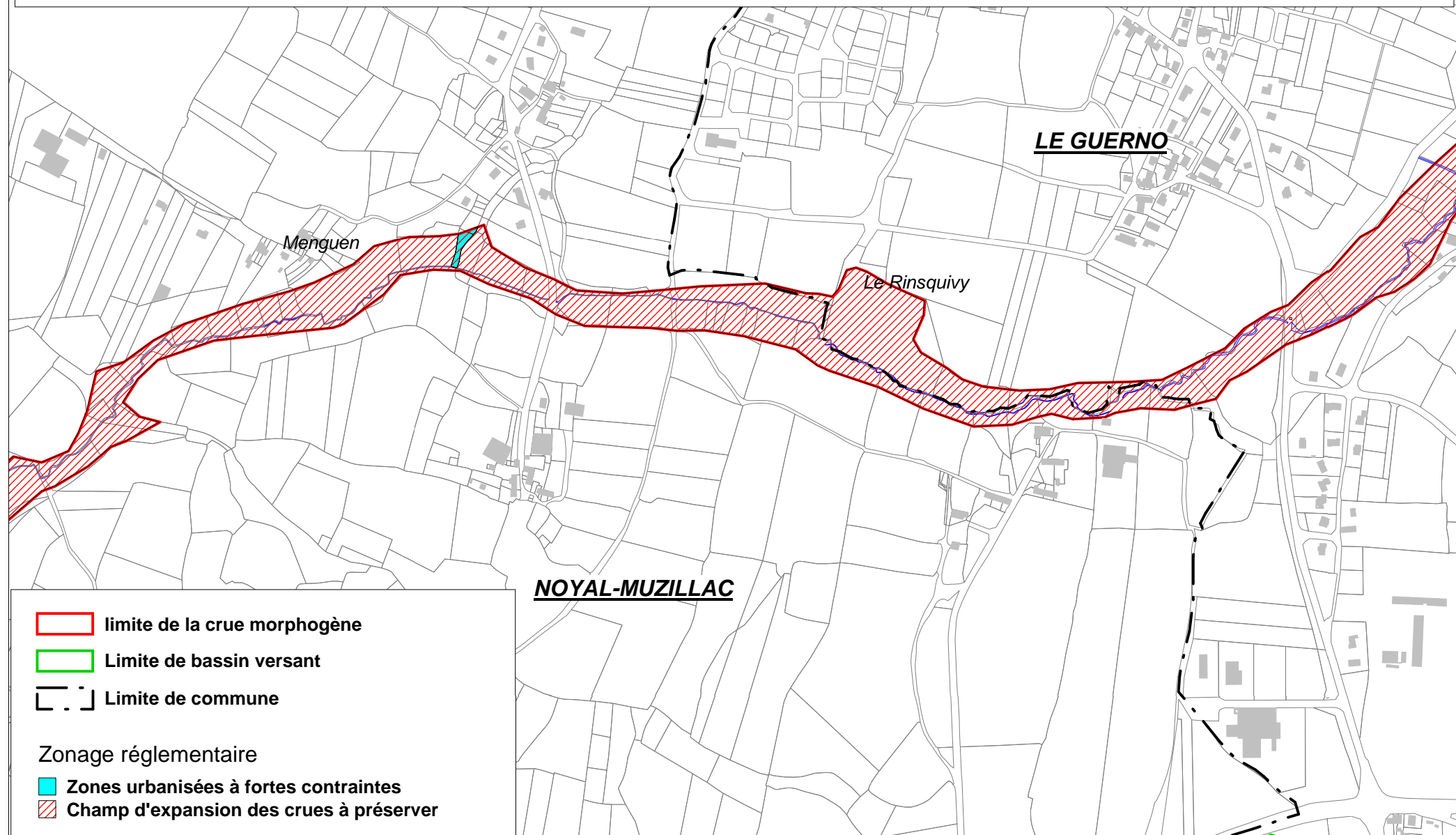


Extrait du PPRI du bassin versant du St-Eloi approuvé le 14 juin 2010  
Zonage réglementaire - planche 6 / 11  
Commune de Noyal-Muzillac  
Echelle 1/10.000



DDTM56 - RSR - Risques et Nuisances  
Source Cadastre DGI - 2008  
BD Cartho  
CETE de l' OUEST  
Juillet 2010

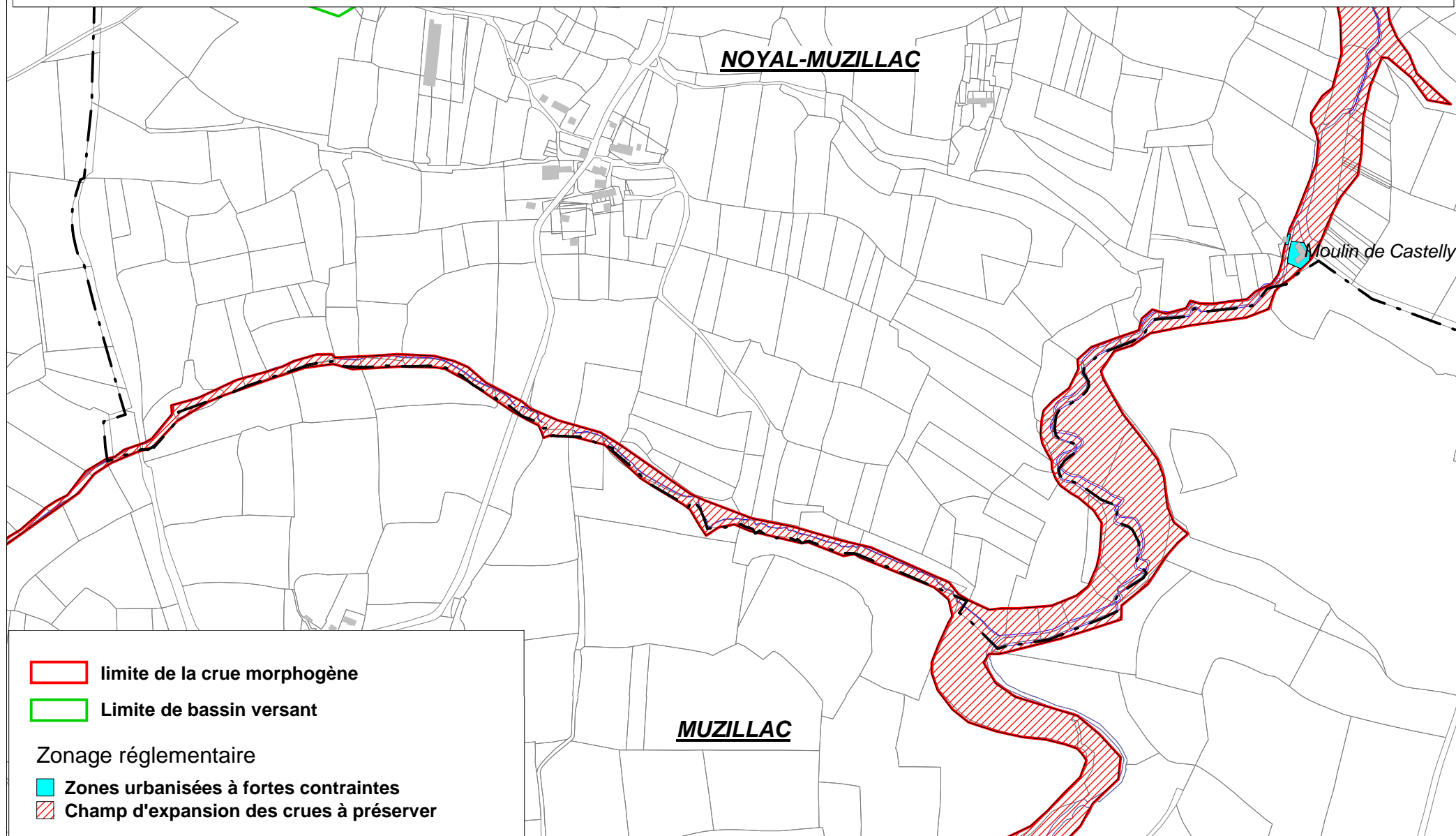




Extrait du PPRI du bassin versant du St-Eloi approuvé le 14 juin 2010  
Zonage réglementaire - planche 8 / 11  
Commune de Noyal-Muzillac  
Echelle 1/10.000



DDTM56 - RSR - Risques et Nuisances  
Source Cadastre DGI - 2008  
BD Cartho  
CETE de l' OUEST  
Juillet 2010

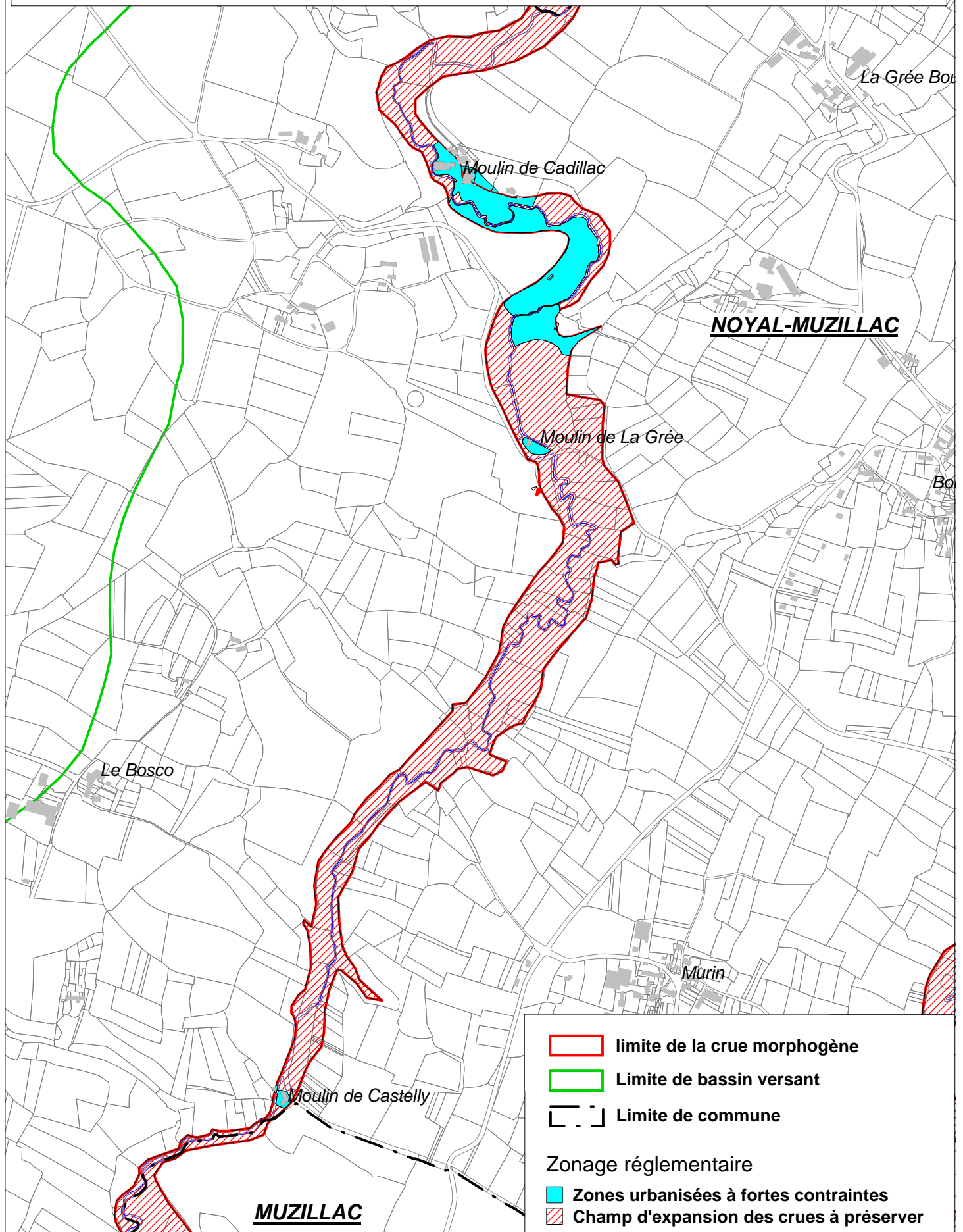




Extrait du PPRI du bassin versant du St-Eloi approuvé le 14 juin 2010  
Zonage réglementaire - planche 9 / 12  
Commune de Noyal-Muzillac  
Echelle 1/10.000



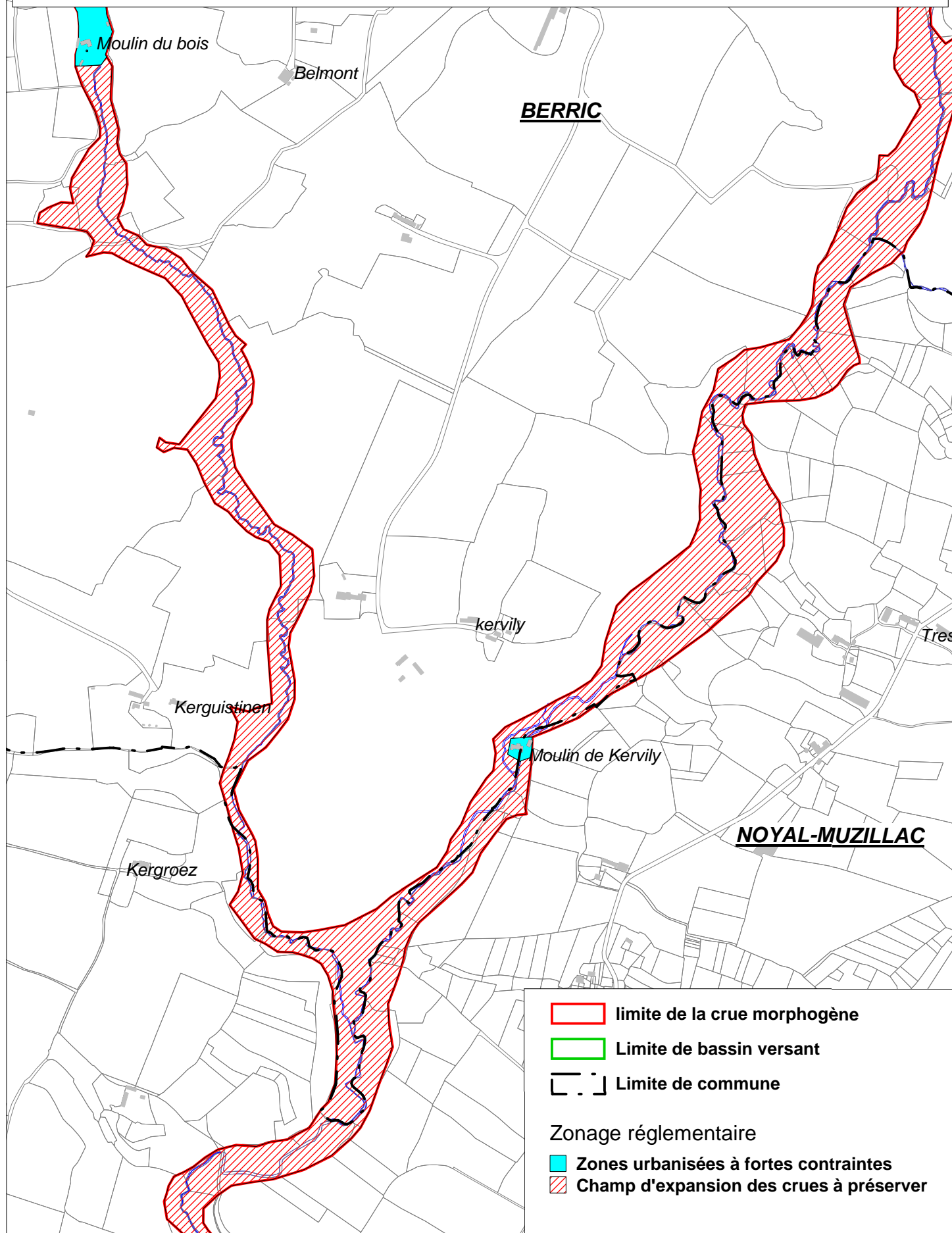
DDTM56 - RSR - Risques et Nuisances  
Source Cadastre DGI - 2008  
BD Carto  
CETE de l' OUEST  
Juillet 2010



Extrait du PPRI du bassin versant du St-Eloi approuvé le 14 juin 2010  
Zonage réglementaire - planche 10 / 12  
Commune de Noyal-Muzillac  
Echelle 1/10.000



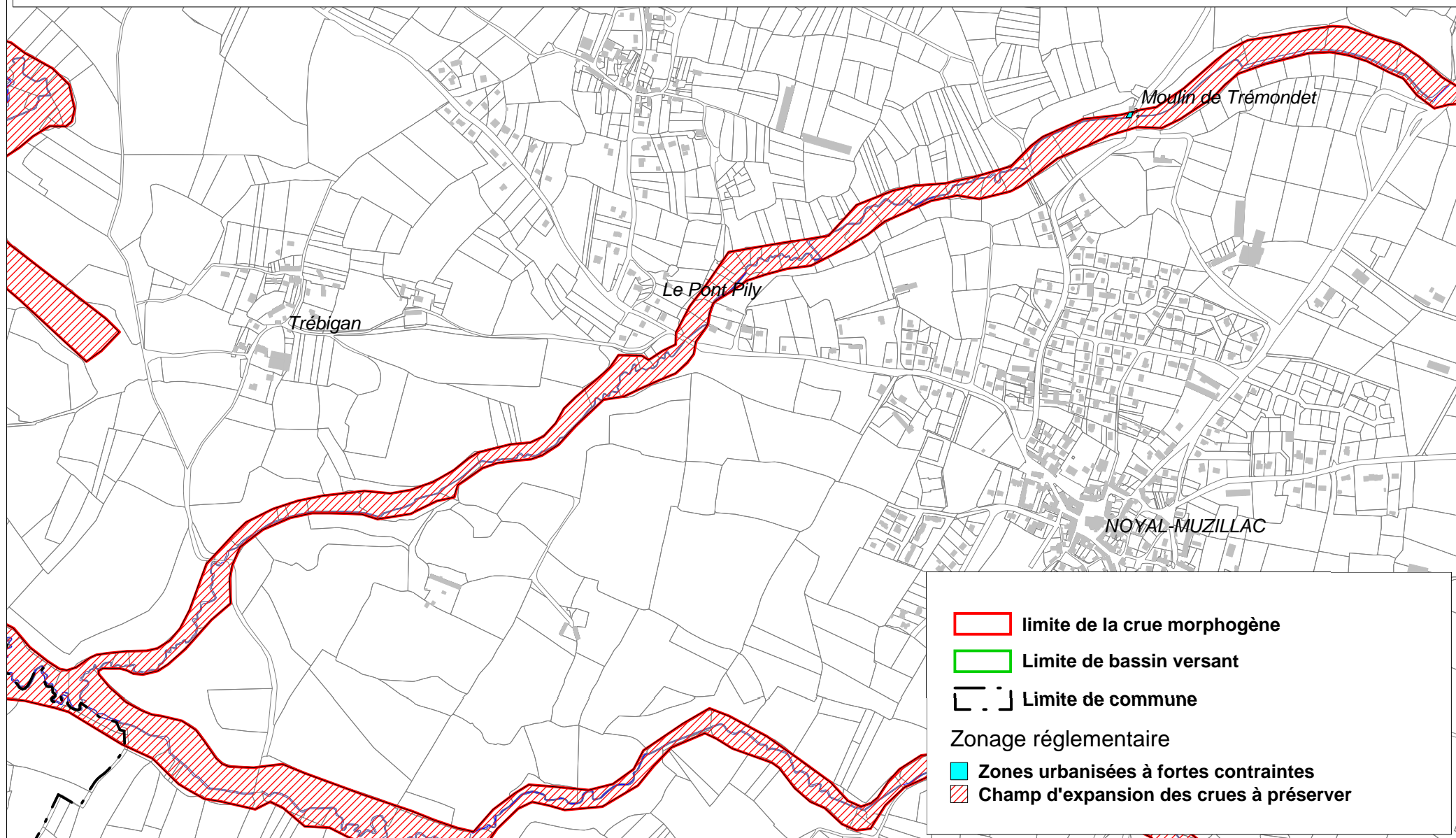
DDTM56 - RSR - Risques et Nuisances  
Source Cadastre DGI - 2008  
BD Carto  
CETE de l' OUEST  
Juillet 2010



Extrait du PPRI du bassin versant du St-Eloi approuvé le 14 juin 2010  
Zonage réglementaire - planche 11 / 12  
Commune de Noyal-Muzillac  
Echelle 1/10.000



DDTM56 - RSR - Risques et Nuisances  
Source Cadastre DGI - 2008  
BD Cartho  
CETE de l' OUEST  
Juillet 2010





Extrait du PPRI du bassin versant du St-Eloi approuvé le 14 juin 2010  
Zonage réglementaire - planche 12 / 12  
Commune de Noyal-Muzillac  
Echelle 1/10.000



DDTM56 - RSR - Risques et Nuisances  
Source Cadastre DGI - 2008  
BD Cartho  
CETE de l' OUEST  
Juillet 2010

